

D'où vient la dette publique ?

Le constat :

En France, la dette augmente depuis plus de trente ans. C'est à partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980, avec le recours de plus en plus systématique aux marchés financiers que la dette publique française s'envole.

De 14% du PIB en 1974, elle passe à 21,2% en 1978, 36% en 1983, pour bondir à 60% en 1998. Les années 2000, après une courte période de latence due à une nette reprise de la croissance dans les pays développés, donnent lieu à un véritable emballement: 63,3% du PIB en 2003, 79% en 2009, puis 82,3% en 2010, soit **1591,2 milliards d'euros**.

La seule dette de l'État, qui était de 44 milliards d'euros en 1978, a été multipliée par 25 depuis, pour atteindre 1101 milliards d'euros fin 2009. **Avec 50 milliards d'euro, la charge d'intérêts de la dette est devenue le troisième poste de dépense du budget.**

Tous les pays avancés ont connu un tel phénomène.

Depuis 1981, date d'envolée du dollar et des marchés financiers aux États-Unis, la limite d'endettement public décidée par le Congrès y a été relevée cinq fois: de 8 000 milliards sous Reagan, portée à plus de 10 000 milliards avec Bush père, puis près de 13 000 milliards sous Clinton, pour atteindre 14 294 milliards de dollars avec Bush junior... Obama vient, avec difficultés, d'obtenir son relèvement de 2100 milliards de dollars. En 2011 pour la première fois, la dette publique des États-Unis a dépassé le seuil de 100% du PIB.

Au Japon, depuis un point bas de 63,2% en 1992, la dette publique a progressé jusqu'à 197,2% du PIB en 2010.

Les pays de la zone euro n'ont pas échappé à cette tendance: Alors que, rapportée au PIB, la dette publique agrégée de la zone enregistrait une moyenne de 67% du PIB de 2000 à 2008, elle passe brusquement à 78,8% en 2009.

Pourquoi cette explosion de la dette publique ?

1) Le choix de recourir aux marchés financiers : L'origine de cette explosion de la dette (1)

publique est liée à l'obligation faite à l'État de se tourner vers le privé pour ses besoins de financement.

Auparavant l'État pouvait emprunter directement et sans intérêts auprès de la Banque Centrale. Cette possibilité, perçue comme un manque à gagner par les banques, a été interdite au profit de l'endettement sur les seuls marchés financiers. Conséquence, **les marchés financiers** où les prêteurs sont les grandes banques privées, les sociétés d'assurance et fonds divers, **se sont « gavés » grâce à la dette publique**. Pour Michaël Chetrit, économiste, « *la somme actualisée des intérêts de dettes payées aux marchés depuis 1974 représentent pour la France près de 1200 milliards d'euros* »², à comparer avec les 1591,2 milliards d'euros de la dette publique fin 2010!

2) La réduction des prélèvements obligatoires. Au cœur des facteurs qui participent à

1: La dette publique c'est: la dette de l'État + celles des collectivités locales+ la sécurité sociale.

2: Libération du 22 juillet.

l'augmentation de la dette publique, il y a d'une part la progression régulière et importante de la part des richesses produites dans les entreprises captée par les prélèvements financiers (intérêts et dividendes...). D'autre part les efforts répétitifs des gouvernements pour faire reculer la part des richesses allant aux prélèvements obligatoires: impôts, cotisations, et ce, au nom de la compétitivité. **(Fiche Argumentaire 3).**

Ainsi, pour laisser le capital financier prélever une part de plus en plus importante sur la richesse nationale, les politiques gouvernementales ont systématiquement cherché à faire reculer la part des richesses produites qui sert au financement des services publics et de la protection sociale.

3) Le coût de la crise: Les dettes publiques augmentent brutalement en 2008-2009. L'endettement privé (banques, ménages, entreprises) accumulé depuis des années, en contrepartie d'opérations de spéculations boursières et immobilières, est devenu gigantesque.

Les crises américaine, irlandaise, espagnole, sont d'abord des crises de dettes privées. Le sauvetage des banques, les auront transformées en dettes publiques. « **Privatiser les profits et socialiser les dettes** » telle est la politique mise en œuvre par les politiques libérales.

Aux États-Unis, près de 800 milliards d'euros sur deux ans ont été injectés, dont 40% en réductions d'impôts. Dans la zone euro, l'ensemble des plans adoptés ont injecté 200 milliards d'euros.

L'impasse

Après l'injection de ces centaines de milliards d'euros sans le moindre engagement sur leur utilisation, la Banque Centrale Européenne (BCE) crée des **centaines de milliards de liquidités pour refinancer les marchés financiers sans contreparties** utiles au développement social, là non plus sur l'utilisation de ces fonds.

Cela a permis de sortir de la récession, mais avec une croissance très insuffisante, très peu d'emplois et le maintien, par le chômage, d'une **lourde pression sur les salaires**. Par contre, les **profits financiers et la spéculation sont repartis à la hausse**.

En France, après une récession au cours de laquelle le PIB recula de 2,2% en 2009, (année où la bourse de Paris enregistra, elle, une augmentation de 22,32%!) la croissance réelle a atteint péniblement 1,2% en 2010. Après une croissance nulle au deuxième trimestre, l'année 2011 s'annonce fort médiocre.

Cette insuffisance de la croissance réelle accentue l'insuffisance des recettes publiques, et pour "remédier" à l'accroissement du déficit public, le gouvernement engage une politique d'austérité. Nous entrons alors dans le cycle vicieux austérité-récession.

3: Dernier exemple en date le rachat par la BCE pour 22 milliards d'euros d'obligations publiques auprès desmarchés financiers!

C'est quoi la soumission aux marchés financiers ?

Le constat :

Aujourd'hui les Etats sont dans l'**obligation de donner des gages de "bonne gestion capitaliste"** et d'avoir "une bonne note" auprès des agences de notation pour pouvoir se financer à un taux "décent" auprès des marchés financiers. Une obligation de se tourner vers ces derniers alors même que les banques peuvent se refinancer, aujourd'hui, auprès de la BCE à moins de 1% et **fixer ensuite des taux exorbitants aux États**. Plus de 4% pour la France qui bénéficie pourtant d'un AAA auprès des agences de notation, plus de 6% pour l'Italie, plus de 14% pour la Grèce⁴.

Soumettre les États aux marchés financiers: un choix politique.

Cette obligation est la résultante d'une volonté politique. En France c'est la loi du 3 janvier 1973 qui a enclenché ce processus, conforté et renforcé par le traité de Maastricht de 1992 et la loi du 4 août 1993.

La loi "Pompidou-Giscard" du 3 janvier 1973, décide de mobiliser la force de l'Etat pour promouvoir le marché financier et soutenir les opérations financières des banques ordinaires.

Elle stipule en son article 25 que "*le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France*". En pratique, cela signifie que l'on interdit à la République française l'accès direct à la création monétaire de la Banque centrale en l'obligeant à emprunter auprès des banques privées sur les marchés d'obligations à des taux d'intérêt dépendant de la conjoncture de ces derniers.

Par cette réforme, "*il s'agissait à l'époque de constituer un véritable marché des titres à court, moyen et long terme, qu'ils soient émis par une entité privée ou publique*" confirme V. Giscard d'Estaing⁵. Et il la justifie: "*la possibilité du prêt direct de la Banque de France au trésor public a généré partout où il fut appliqué une situation d'inflation monétaire permanente*". Constatation très discutable, car ce n'est pas, en soi, l'appel public à la création monétaire de la Banque centrale qui est inflationniste, mais la façon dont cette création monétaire, utilisée alors par l'État pour de massifs transferts en direction des capitaux monopolistes, n'a pas engendré une croissance suffisante des richesses réelles, d'où l'inflation.

L'enjeu était non seulement de **mettre l'endettement de l'État au service des grands groupes**, mais aussi de favoriser le financement de ces derniers. ⁶

Cela a conduit à une longue période d'essor du marché financier et à une envolée de la dette publique.*

De fait, avec le ralentissement de la croissance et la montée du chômage, avec les transferts de plus en plus massifs de l'État vers les grandes entreprises faisant exploser les gâchis de financements publics, avec l'inauguration des politiques d'austérité raréfiant les recettes

4: Pour tout connaître ou presque de la dette de l'État en France :

http://www.aft.gouv.fr/aft_fr_23/dette_etat_24/dette_20_questions_69/index.html

5: Blog de VGE pour la démocratie en Europe. Vendredi 25/07/2008.

6: Les grands groupes pour des objectifs de rentabilité financière, se lancent dans des opérations de restructuration et de fusions-acquisitions à l'échelle du mondiale requérant d'énormes fonds levés sur les

marchés

fiscales et sociales, les comptes publics de la France ont commencé à **s'enfoncer structurellement dans le rouge à partir de 1974** pour, depuis, ne plus jamais revenir dans le vert.

Sous la pression des marchés, la spirale de la dette.

C'est le cumul de ces déficits successifs qui explique la croissance de la dette publique désormais couverte par des emprunts sur les marchés financiers. S'engage alors une spirale de la dette que renforcent:

- **Le rôle des agences de notation** : les apporteurs de fonds (banques, assurances, fonds de pensions et d'investissement...) surveillent la "qualité" des emprunteurs notés par des Agences de notation. Ils exigent des taux d'intérêt d'autant plus importants que les notes sont faibles.

- **Le poids des intérêts de la dette** : Par la suite, l'accumulation de la dette et la progression des intérêts engendrés ont fait surgir un phénomène "*boule de neige*" avec une croissance économique de plus en plus ralentie. La dette publique augmente mécaniquement, du fait que le taux d'intérêt payé sur elle est plus élevé que le taux de croissance des ressources qui servent à la rembourser est faible (Rappel: la seule charge d'intérêts de la dette coûte 50 milliards d'euros à la collectivité et représente le troisième poste du budget de l'Etat.)

- **La "mission" de la BCE** : La pratique de l'appel par l'État aux marchés financiers pour financer ses déficits est devenue encore plus systématique et d'ampleur avec le passage à un euro conçu, précisément, au service de la domination des marchés financiers, avec une banque centrale "indépendante" et interdite par traité de toute monétisation de dettes publiques.

- **Le développements des "outils spéculatifs"** : Cette spirale se trouve renforcée par un système devenu totalement « hors de contrôle », avec la mise en place d'outils spéculatifs qui à l'œuvre dans la crise de 2007-2008, sont restés quasiment intacts : paradis fiscaux, opacité des transactions, produits dérivés et ventes à découvert. La motivation des spéculateurs ne s'embarrasse d'aucun état d'âme, « *L'Italie est visée par des spéculateurs qui ne cherchent plus à se faire rembourser mais parient sur sa faillite.* » (Jacques Attali).

Quel est le coût des cadeaux accordés aux riches et aux entreprises ?

Le constat

Après avoir contraint les États à se soumettre aux marchés financiers, après avoir généré l'endettement massif des agents économiques, **les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt et des prélèvements obligatoires**⁷ sur les plus riches et les entreprises. Une situation que résume avec force le milliardaire Warren Buffet *"Alors que les classes pauvres et les classes moyennes se battent pour nous en Afghanistan, alors que la plupart des Américains luttent pour boucler leurs fins de mois, nous, les mégariches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires"*.⁸ Cette politique fait perdre des milliards aux finances publiques.

Un terrible manque à gagner pour les finances publiques

Ainsi en France, les prélèvements obligatoires, relativement au PIB, sont toujours restés sensiblement inférieurs aux dépenses publiques, de 7,9 points en moyenne de 2003 à 2008, mais de 12,8 points en 2009 et de 12,2 points en 2010.

Cela tient, avant tout, au fait que **les gouvernements successifs n'ont cessé de multiplier les cadeaux fiscaux et para-fiscaux** (allègements de "charges sociales", suppression de la taxe professionnelle, baisse de l'ISF...) au profit des entreprises, au nom de la compétitivité pour éviter les délocalisations, et des grandes fortunes, sous prétexte que cela inciterait leurs détenteurs à ne pas s'exiler fiscalement.

Selon un rapport officiel⁹, depuis 1999, *"l'ensemble des mesures nouvelles prises en matière de prélèvements obligatoires ont réduit les recettes publiques de près de 3 points de PIB."* Et les auteurs d'ajouter: *"Si la législation était restée celle de 1999, le taux de prélèvements obligatoires serait passé de 44,3% en 1999 à 45,3% en 2008(..). A titre d'illustration, en l'absence de baisse des prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charge d'intérêts de 0,5 point de PIB."*

Outre les cadeaux faits aux plus riches (allègement ISF, Bouclier fiscal...), ce sont les allègements d'impôts (la suppression de la taxe professionnelle par exemple) et des cotisations sociales dont ont bénéficié les entreprises qui sont au cœur de cette évolution.

Le manque à gagner total¹⁰, pour l'État, des allègements accordés aux entreprises est de **172 milliards d'euros en année pleine**, soit 67,7% du total des recettes fiscales nettes du budget 2011 et 1,87 fois le déficit prévu !

Dans ce total, on retrouve les exonérations de cotisations sociales patronales dont la compensation coûte annuellement quelque 30 milliards d'euros (29,8 milliards en 2009).

⁷ Les prélèvements obligatoires sont les impôts et **cotisations sociales effectives** reçues par les **administrations publiques** et les institutions européennes.(définition INSEE).

⁸: Tribune dans le « New York Times » du lundi 15 août.

⁹ Champsaur P. et JP Cotis: Rapport sur la situation des finances publiques, Avril 2010, p,3.

¹⁰ Conseil des Prélèvement Obligatoires : « Entreprises et « niches » fiscales et sociales, des dispositifs dérogatoires nombreux », La Documentation française, octobre 2010. Les prélèvements obligatoires sont les impôts et **cotisations sociales effectives** reçues par les **administrations publiques** et les institutions européennes.

Quel est le rôle de l'euro aujourd'hui?

Le constat :

L'euro a été conçu au service de la domination des marchés financiers et pour rivaliser avec les USA dans l'attraction des capitaux mondiaux, moyennant un taux d'intérêt offert supérieur en permanence à celui de la devise américaine.

Avec l'euro, les dirigeants européens cherchent à disputer aux USA le privilège exorbitant dont ils disposent avec le dollar, qui est, de fait, la monnaie commune¹¹.

L'Euro utilisé pour favoriser les marchés financiers

La zone euro, avec une BCE "indépendante", cherche à favoriser les marchés financiers. **Ainsi au nom de la lutte contre l'inflation, elle rationne la création monétaire susceptible de soutenir l'emploi, la formation et les salaires.** Simultanément, avec le pacte de stabilité, les dépenses publiques sont freinées dans le but de tenir les déficits publics sous la barre de 3% du PIB.

L'euro a facilité un fort endettement des États membres, à commencer par ceux d'Europe du sud, en retard de développement. Cet argent a servi à la spéculation, immobilière notamment, et a favorisé l'exportation de capitaux et les délocalisations. D'où une croissance réelle insuffisante, pauvre en emplois, qui s'est effondrée avec l'explosion de la bulle spéculative.

Dans ce contexte, l'endettement public de ces pays est apparu excessif par rapport à leurs capacités réelles de remboursement, déclenchant une intense spéculation faisant brutalement remonter leurs taux d'intérêt. **Cela a débouché sur une grave crise de surendettement public et de vives tensions au sein de la zone euro.**

Des réponses d'ampleur ont été apportées. Mais **elles cherchent, avant tout, à rassurer et consolider les marchés financiers, au prix de l'écrasement des dépenses salariales, sociales et des services publics.** Elles cassent donc la croissance et l'emploi et rendent encore plus improbables les remboursements. D'où la poursuite de la spéculation contre les pays concernés, dont le défaut de paiement est anticipé, mais aussi contre tout le système de l'euro, avec les risques d'une contagion.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a été mis en place pour tenter d'endiguer cette crise et d'empêcher sa contagion, de concert avec le FMI et la Commission européenne.

Il dispose de la garantie des États de la zone euro, ce qui lui permet d'emprunter jusqu'à 440 milliards d'euros sur les marchés financiers et de re-prêter aux États en difficulté avec des conditions punitives.

Cette logique consiste donc à emprunter encore et toujours plus sur les marchés et donc à encourager leur croissance cancéreuse et leur domination sur le social et le public, au lieu de faire appel à la création monétaire de la BCE. Cela ne peut qu'accroître les cercles vicieux de la dette contre l'emploi, les salaires, la formation, les services publics...

¹¹ Cela leur permet de s'endetter énormément auprès du reste du monde et de rembourser en émettant de nouveaux dollars, en faisant "marcher la planche à billets" (la Fed vient de racheter pour 600 milliards de dollars de bons du Trésor des USA).

Sortir de l'Euro est-ce une solution à la crise?

Le constat :

Si les critiques de gauche au Traité de Maastricht en 1992, principalement celles du PCF à l'époque, étaient justifiées, comme l'ont été celles émises en 2005 par le PCF et le mouvement altermondialiste face au TCE (Traité Constitutionnel Européen), **il serait par contre réducteur et trompeur de faire d'un "sortir de l'euro" le préalable voire le sésame magique d'une sortie de crise.**

En 1992 les économistes communistes et d'autres, défendaient la proposition d'une "monnaie commune", instrument de coopération face au dollar notamment, contre le choix d'une "monnaie unique" au service de l'unification sous la double férule de la "concurrence libre et non faussée" (dumping fiscal, dumping social, démantèlement des services publics, ...) et d'une politique et d'institutions de l'euro (BCE) conçues en fonction et au service d'un financement de l'économie par les marchés financiers.

Déjà à l'époque la question était **"A quoi doit servir la monnaie, à la fois dans chaque pays et au service de quel projet européen?"**

C'est cette même question qui est posée aujourd'hui, avec plus d'acuité. La question ne peut pas se limiter à "Faut-il sortir de l'euro?" mais **"Quelles transformations monétaires en Europe pour une monnaie et une création monétaire utiles à une sortie de crise? Et donc au service de quelle transformation sociale en France et en Europe?"**. La réponse à cette question n'est évidemment pas seulement de technique monétaire mais également de processus politique et social à développer pour rendre possible cette transformation.

Les limites politiques d'un "Sortons de l'euro"

Dans un contexte où les réflexes nationalistes et xénophobes se développent en Europe, ce retour de chaque pays vers sa monnaie nationale risquerait surtout d'exacerber de nouvelles formes de guerre économique, notamment sous forme de dévaluations compétitives, etc... Au dumping social et fiscal s'ajouterait un dumping monétaire. Pas vraiment une réponse donc au besoin de nouvelles coopérations! Et **surtout pas une réponse à la domination des marchés financiers pouvant encore plus jouer des rivalités et différences entre pays** dans les spéculations, les taux d'intérêts, etc... !

Les limites économiques et monétaires

La dette contractée en euros sur les marchés internationaux de capitaux (les 2/3 de la dette française par exemple) resterait libellée dans cette monnaie pour le ou les pays sortants de l'euro. Non seulement leur nouvelle monnaie nationale connaîtrait une dévaluation volontaire (l'objectif des partisans d'une sortie de l'euro étant notamment de retrouver une compétitivité prix à l'exportation par une dévaluation monétaire) mais la dette ancienne libellée en euro exploserait.

A une échelle bien moindre, des ménages polonais, croates, hongrois, affrontent aujourd'hui la difficulté d'être endettés avec une monnaie qui n'est pas la monnaie nationale. Attirés par des banques et des taux d'intérêts bas, ils ont contracté pour plus de 80 milliards de dettes libellées en franc suisse. Aujourd'hui, avec un franc suisse qui bat tous les records (avec une hausse de 10% en moyenne depuis mai), les montants des remboursements explosent.

L'emprunt et ses remboursements (libellés en francs suisse) finissent par dépasser, et de loin, la valeur initiale des biens financés. Ce sont aujourd'hui les banques qui les saisissent. On peut bien sûr penser combiner une sortie de l'euro avec un mouvement massif d'annulation des dettes, mais chaque pays étant revenu vers sa propre monnaie et en guerre économique avec les autres, cette annulation de dettes aboutirait plutôt à des faillites bancaires en chaîne et non maîtrisées.

La faillite bancaire Islandaise s'est traduite par un recul du niveau de ses habitants de plusieurs décennies.

Ajoutons que ce débat sur la sortie de l'euro a des analogies avec le faux débat de l'année 1983 entre partisans à l'époque d'une "autre politique" en sortant du SME (Chevènement, Bérégozov, quelques grands patrons, ...) et la tendance Mauroy-Delors pour le maintenir dans le SME.

Le vice et la limite de ce débat étaient que **dans les deux cas** les sacrifices étaient pour le monde du travail, dans un cas la "rigueur" pour se maintenir dans le SME, et dans l'autre cas, les conséquences d'une dévaluation sur les salaires, les dépenses publiques, ..., avec une course à la compétitivité par les prix à la clé.

Enfin, et c'est évidemment une question qui a pris de l'importance au fil de ces décennies, s'en remettre aux seules monnaies nationales, c'est renoncer face à l'impérialisme du dollar dans les relations économiques internationales.

Pour une réponse offensive de transformation de l'euro

Il n'y a pas de raccourci (encore moins par la sortie d'un seul pays de l'euro, (ou des pays les plus en difficultés financières), et à froid) au combat pour une transformation de la construction européenne, incluant une transformation de l'euro.

Le mouvement des indignés, mais aussi les évolutions de la CES, montrent qu'il existe des forces considérables en Europe qui peuvent se mettre en mouvement et converger.

"S'affranchir des marchés financiers" peut être un vecteur rassembleur, de même que la création d'un **Fonds Européen**, non pas pour rassurer les marchés, mais financer dans l'économie réelle des actions visant à un nouveau type de développement, d'emploi, d'activités, ...

Il convient également de reposer en grand **la question de la démocratie**. Ce n'est pas seulement une question de pouvoir des États vis à vis des marchés.

La question est celle du pouvoir des peuples face aux marchés et donc d'une transformation des pouvoirs.

L'ensemble des propositions qui sont les nôtres, transformation de la création monétaire, audit de la dette, réévaluation de la part des richesses orientées vers le travail, pôle public du crédit et bataille pour une refonte des statuts de la BCE, jusqu'à la question d'une transformation du FMI et du développement à partir des droits de tirages spéciaux (DTS) d'un outil monétaire mondial face au dollar, peuvent alors s'inscrire dans cette dynamique.

Une réponse qui unit changement en France et transformation de la construction européenne, réévaluation de la place du travail dans l'économie et démocratie, lutte contre les gaspillages du capital et le productivisme et émergence de biens et services, écologiquement soutenables et émanciper d'une logique de course à la rentabilité. La transformation de la monnaie et donc de l'euro étant un outil au service de ce changement.

Quel est le lien entre austérité et récession ?

Le constat :

Pris en tenaille entre des marchés financiers voraces, une politique de la BCE qui les favorise (**fiche argumentaire 4**) et des moyens d'agir volontairement réduits, les États et les peuples sont exsangues. Conséquences, les États voient leur endettement public exploser (rappel pour la France il est passé de 14% du PIB en 1974 à 81% aujourd'hui).

Non seulement les États et les Banques Centrales ont du injecter des milliards de liquidités pour soutenir les banques et les marchés financiers face à la crise de 2008-2009, mais **cette crise financière s'est répercutée sur « l'économie réelle »** entraînant récession, chômage, pertes de recettes publiques et dépenses supplémentaires. Par exemple pour la France, 1% de croissance en moins c'est près de 10 milliards de recettes publiques en moins.

Cette insuffisance de la croissance réelle accentue l'insuffisance des recettes publiques avec ses conséquences par rapport à la dépense qui, elle, est poussée par des besoins irrépressibles (santé, éducation, recherche, accompagnement social...) ce qui dans ces conditions, creuse les déficits, lesquels grossissent la dette.

L'échec des politiques mises en œuvre

Loin de tirer les leçons des crises à répétitions et de l'impasse dans laquelle nous pousse la cupidité des marchés financiers, les tenants des logiques libérales ne font que suivre les recommandations de ceux –là même qui ont échoué.

Des recommandations qui malgré les erreurs et les échecs, qui se cumulent plan après plan, vont toujours dans le même sens : privatiser, démanteler.....

L'exemple italien: Début août 2011, la BCE adresse une lettre au gouvernement Italien pour exiger « *d'adopter au plus vite* » des mesures pour "*Moins de rigidité sur les contrats à durée indéterminée, interventions sur l'emploi public, contrats de travail stimulant la productivité*" et la privatisation "*des sociétés municipales gérant déchets, transports ou distribution d'électricité*"....

A entendre et à lire, l'immense majorité de la classe politique et des experts répètent à l'infini le même discours « *rassurer les marchés financiers, réduire les déficits, faire des efforts* »....

En décrypté cela donne « *ne vous inquiétez pas, les dettes publiques seront honorées au centime d'euro près, le problème de la crise ce ne sont pas les marchés financiers mais les incertitudes que fait planer le poids de la dette publique. Pour résoudre la crise il faut réduire la dette publique et par la même engager de nouveaux efforts et cela passe par privatiser, précariser le marché du travail, réduire les budgets sociaux* ».

Une telle logique, si elle permet à certains de s'enrichir énormément, est vouée à l'échec pour le prix Nobel, Joseph Stiglitz : « **Renforcer l'austérité n'aura pour résultat que de ralentir la croissance de l'Europe et d'accroître ses problèmes budgétaires** » ¹²

Quel lien entre Bourse et économie réelle ?

Le constat :

Tous les jours dans les radios et la télévision, les évolutions du CAC40 à la Bourse de Paris, mais aussi du Nikkei à Tokyo et du Dow Jones à New York sont martelées, commentées et interprétées comme des indicateurs économiques fondamentaux dont la vie de tout à chacun dépendrait. Que ces indicateurs "plongent" et ce devrait être l'angoisse pour tous! Alors qu'une séance boursière euphorique serait un signal de Corne d'abondance.

Il y a là une **manipulation** à la fois économique et idéologique visant à faire prendre l'intérêt des "marchés financiers", des spéculateurs et des gros actionnaires pour l'intérêt général.

Qu'est ce que la Bourse ?

C'est un marché où sont cotés deux types de valeurs, des actions, titres de propriété de parts de sociétés anonymes et des obligations, valeurs mobilières représentant une créance sur un emprunteur important, grandes sociétés ou État.

Ce que l'on appelle la séance boursière, c'est principalement un "**marché de l'occasion**". Il s'y revend, au comptant ou à terme **des titres déjà émis. Pour l'essentiel de son activité la Bourse n'est donc pas pour les entreprises une source d'apport de nouveaux capitaux.** Le CAC40 est l'indice mesurant l'évolution, au jour le jour, du cours 40 principales sociétés cotées à la Bourse de Paris. Il y a donc deux comportements en Bourse: l'un vise **le revenu financier, le dividende**, par la détention d'actions à moyen ou long terme, l'autre vise **des plus-values par des différences de cours à l'achat et la revente** avec différentes techniques, permettant pour certains spéculateurs de gagner y compris quand la Bourse baisse. Les traders, opérateurs pour le compte de banques, fonds de placement, assurances, ...maniant les deux techniques pour "optimiser" le rendement financier d'un "portefeuille de titres".

Santé de la Bourse et santé de l'économie, c'est différent.

La course à la rentabilité a eu pour première conséquence toutes ces dernières années de **majorer la part des dividendes**, et principalement des dividendes distribués dans la répartition des résultats des entreprises. Cette majoration s'est opérée contre les salaires, l'emploi, les qualifications, les prélèvements sociaux et publics et les investissements utiles. Ainsi il n'est pas rare de voir le cours de l'action d'une entreprise bondir après l'annonce de plans de licenciement, d'où l'expression devenue hélas trop fréquente de "**licenciements boursiers**".

Ce n'est pas la santé de l'économie qui est le premier critère de l'ambiance boursière, mais bien l'importance des prélèvements opérables par les dividendes et les plus values sur l'économie réelle.

Quand les prélèvements dus à la course à la rentabilité financière aggravent les contradictions de l'économie (les impasses de l'austérité : endettement des États, manque de perspectives de croissance et de débouchés économiques, exacerbation des concurrences et dumping,) les risques sur les créances et les perspectives de récession peuvent déclencher des baisses boursières. Ces baisses pouvant être aggravées par des comportements spéculatifs et des fluctuations erratiques des marchés (loin d'être la "main

invisible" et rationnelle décrite par les marchés, les comportements des marchés sont de court terme et déformants obnubilés par le prisme de la rentabilité financière).

La santé réelle des grandes entreprises....

Pour autant la santé réelle des grandes entreprises est le plus souvent très distincte des fluctuations du cours de Bourse de leur action, ainsi il n'est pas rare que des entreprises aient vu la valeur de leurs actions perdre de 20 à plus de 50% depuis le début de l'année. On parle ainsi de "milliards d'euros partis en fumée", voire de "débâcle boursière".

Pour les grandes entreprises non financières cette évolution n'a rien changé. Elles disposent d'un trésor de guerre considérable, non affecté par les variations des cours de Bourse. La dernière étude de l'association des trésoriers d'entreprise (AFTE) en mai montrait que **la trésorerie d'exploitation des entreprises a atteint son plus haut niveau depuis juillet 2007, avec 170 milliards d'euros** de trésorerie pour les groupes non financiers du CAC40¹³. La question posée est donc plutôt l'utilisation de ses sommes, pour l'investissement, l'emploi, la production, alors qu'elles sont aujourd'hui principalement utilisées en placements financiers et en projets dans les seuls pays émergents. La chute des cours de Bourse peut même accroître le rapport dividende/valeur de l'action, et faciliter les mouvements de fusionconcentration d'entreprises, certaines d'entre elles devenant "opéables" (pouvant être la cible d'OPA), facilitées par le trésor de guerre de trésorerie et la baisse du cours des actions à racheter.

...et des banques

Pour les banques, dont l'actif est principalement constitué de placements financiers et dont le passif peut être déséquilibré par la baisse de valeur des actions de la banque, elles ont aussi des trésoreries, et sont refinancées par la BCE et maintenant sont aussi éligibles pour une recapitalisation éventuelle au Fonds Européen! Par ailleurs en investissant en dettes publiques aux cours dévalués, les filiales de type hedge funds peuvent acheter des titres de dettes grecques à 50% de leur valeur, avec une rémunération de l'ordre de 15% !

Les conséquences pour les ménages et le monde du travail.

Pour les ménages en France, les variations boursières n'ont que peu de conséquences. De l'ordre de 10% des ménages sont actionnaires, 20% en Europe. Il n'en va pas de même aux USA où un ménage américain sur deux a investi en actions, et où les plans de retraite par capitalisation dépendent des cours de Bourse. Cette situation montre plutôt ce qu'il ne faut pas faire !

Les seuls vrais perdants, non pas des fluctuations boursières mais de la crise financière, sont le monde du travail (salaires emplois services publics), ainsi que les petites et moyennes entreprises qui voient les conditions du crédit se durcir pour elles, et les États mis en demeure de réduire leurs services utiles.

13: Dernier exemple en date du 1^{er} septembre 2011, le quotidien « les Echos » titre « les profits des géants du CAC 40 défient le pessimisme ambiant », avec des bénéfices en hausse de 10% à 46,2 milliards pour le 1^{er} semestre....

Argumentaire 8 : Dette publique et crise financière.

La création monétaire, comment ça marche?

Le constat :

La création monétaire est traditionnellement liée au pouvoir de créer de la monnaie, actif parfaitement liquide, possédant trois fonctions : régler des dettes nées de l'échange, unité de mesure de la valeur de tous les autres biens et instrument de réserve de valeur.

Le pouvoir de création monétaire est détenu par les **agents économiques bancaires** dans l'économie. Ils alimentent ainsi en **monnaie** le circuit économique en direction des agents économiques non financiers (ménages, entreprises non financières,...). La puissance publique, l'Etat, n'a plus directement un pouvoir de création monétaire, celui-ci ayant été confié dans les institutions à la Banque Centrale. Cela laisse entière la question d'un contrôle démocratique de la Banque Centrale.

Toute banque peut créer de la monnaie, d'autant plus que celle-ci est aujourd'hui à plus de 90% scripturale, n'existant que par jeu d'écritures comptables, et non par l'émission de billets ou de pièces. **Toute banque crée de la monnaie en accordant un crédit, créance dont elle garantit la valeur.** Le crédit est à la source de la création monétaire.

La Banque Centrale, elle joue le rôle de banque des banques. Elle émet de la monnaie banque centrale (l'euro). Chaque banque commerciale a un compte à la Banque Centrale. Chaque jour s'opère une compensation interbancaire selon laquelle une banque doit de l'argent à une autre, après le solde de toutes les opérations entre elles (chèques, virements, ...). Cette compensation s'opère en monnaie banque centrale entre les comptes des différentes banques auprès de la banque centrale.

Les évolutions liées à la financiarisation:

Depuis les réformes des années 1980, trois évolutions ont été marquantes:

1) Le marché interbancaire (ou marché monétaire) s'est élargi : pour solder leur comptes et faire face à leurs besoins de refinancement (retrouver des liquidités disponibles après avoir distribué beaucoup de crédits) les banques commerciales peuvent se refinancer directement entre elles (échange de créances contre des liquidités), sans passer forcément par la Banque Centrale.

Avec la crise financière de 2007, les banques commerciales ayant accumulé des milliards de créances douteuses (subprimes, etc.), elles se refusent à se les racheter entre elles. D'où l'appel massif aux Banques Centrales pour un refinancement du système bancaire par centaines de milliards à un taux zéro aux USA et de 1% en Europe. Mais il n'y a aucun critère dans cette création monétaire massive pour sauver les banques, permettant par exemple de les pénaliser pour activité spéculative et de refinancer prioritairement les activités utiles.

2) La frontière "banque de dépôts"/"banque d'investissements" a été abolie.

Même les banques qui ont les comptes usuels des ménages, ont développé des activités de marché et des activités spéculatives.

3) La frontière entre marché monétaire et marché financier (instruments de placements) est devenue totalement opaque avec la libre circulation des capitaux, la multiplication des produits dérivés, le développement des échanges de "gré à gré" (échanges sans contrôle possible, souvent "hors bilan", et difficilement localisables), la confusion activité de dépôts et de crédits usuels avec les activités de marché financier, la rapidité et la multiplication électronique des transactions, la multiplication des filiales, souvent dans des "paradis fiscaux", **Dans cette économie d'endettement auprès des marchés financiers, ces derniers dominent le marché monétaire et le financement de l'économie.**

Dans la globalisation financière, la création monétaire, dans son ampleur et dans son utilisation, est de plus en plus éloignée de "l'économie réelle". Au plan international, on considère selon les différentes mesures que **les transactions liées à l'économie réelle ne représentent que 2% à 4% des transactions quotidiennes.**

Après 2008, les "plans de relance" ont été inefficaces car captés par les marchés financiers, et aujourd'hui les "plans de rigueur" vont pénaliser les peuples, alors que les marchés vont continuer à s'accaparer une création monétaire quasi gratuite ! (la FED maintient aux USA son taux zéro pour les banques !)

Propositions pour une dette publique "libérée" des marchés financiers

Arrêtons de diaboliser la dette publique !

La dette n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend de l'utilisation que l'on fait de l'argent emprunté.

Si il est utilisé pour accroître les richesses réelles¹⁴, cela fait de la croissance durable et saine. Celle-ci va alors entraîner un accroissement des recettes publiques (impôts et cotisations sociales), ce qui permettra de rembourser l'argent emprunté.

Par contre, si l'argent emprunté sert à spéculer sur les marchés boursiers et immobiliers, à délocaliser, à détruire des emplois, à déqualifier et à tirer les salaires vers le bas, cela freine la croissance, raréfie les recettes, ce qui creuse les déficits et les dettes.

Deux propositions:

1) Un audit citoyen sur la dette publique. On l'a vu précédemment depuis l'obligation faite aux États de se refinancer auprès des marchés financiers, ceux-ci se gavent littéralement de la dette. 1200 milliards d'euros d'intérêts de la dette, en total actualisé, versés par la France depuis 1974, cette année cela va représenter 50 milliards d'euros !

Un audit est indispensable pour déterminer la part illégitime de la dette, due par exemple au sauvetage des banques et des fonds spéculatifs et de décider le non remboursement de cette part illégitime. L'occasion aussi d'examiner les nécessaires restructurations de dettes à engager, pour dégonfler la sphère financière au profit de l'économie réelle

2) Un financement des dépenses publiques libéré des marchés financiers. Il faut remettre en cause le recours aux marchés comme mode privilégié de financement des États.

Il faut **instaurer un nouveau financement des dépenses publiques utiles par la BCE**. La FED et la Banque d'Angleterre financent directement les dépenses de leurs États mais elles le font pour soutenir les dépenses d'armement, les cadeaux fiscaux aux riches, les profits financiers des banques et des groupes, les placements financiers, la spéculation...

Sous le poids de la crise, la BCE a été contrainte de transgresser ses propres dogmes monétaristes. Désormais, elle rachète des titres de dette publique des États en difficulté, mais pas directement auprès d'eux sur le "marché primaire", ni pour aider au développement des dépenses de services publics et pour la croissance réelle. **Elle les achète sur le "marché secondaire", auprès des banques qui détiennent ces titres afin de continuer la course folle à l'endettement sur les marchés financiers...** où les banques achètent les nouveaux titres de dette publique émis à taux d'intérêt élevés avec, notamment, l'argent que leur prête la BCE à 1%!

Il faut absolument que la création monétaire de la BCE serve à une vigoureuse relance des dépenses sociales, pour les services publics et pour une croissance réelle.

¹⁴ Par exemple pour la santé, l'éducation, la recherche, le logement social, la sécurisation de l'emploi, de la formation et des salaires, l'environnement.

Propositions pour une réforme de la fiscalité et des prélèvements obligatoires

Augmenter et rendre plus efficaces les prélèvements obligatoires

Il faut une réforme de la fiscalité : pour accroître les recettes des impôts, faire reculer les inégalités, dégager des ressources immédiates pour la protection sociale et encourager les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles. En même temps cette réforme doit pénaliser la croissance financière des capitaux, la recherche de l'argent pour l'argent, les délocalisations .

Quatre propositions:

1) Impôt sur les sociétés: Nous voulons le moduler de façon à pénaliser les entreprises qui investissent pour diminuer l'emploi et la masse salariale, préfèrent faire des placements financiers ou cherchent surtout à payer des dividendes. Nous voulons, par contre, encourager les entreprises qui investissent en programmant des créations d'emplois, des mises en formation correctement rémunérées.

2) Impôt territorial sur les entreprises: Nous voulons établir un impôt local sur le capital des entreprises pour en dissuader les gâchis. Il s'agirait d'une "taxe professionnelle" moderne qui serait assise non seulement sur les équipements des entreprises, mais aussi sur les actifs financiers des sociétés et des banques. Cela permettrait aux collectivités territoriales de disposer de quelque 20 milliards d'euros supplémentaires.

3) Impôt sur les grandes fortunes: Nous voulons accroître son rendement, non seulement en augmentant son barème, mais aussi en élargissant sa base; par exemple en faisant contribuer les fortunes professionnelles de façon modulée, selon que les entreprises concernées augmentent ou non l'emploi et la masse salariale, alors qu'aujourd'hui les équipements professionnels sont exonérés de l'ISF.

4) Cotisations sociales patronales: Nous proposons de faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que les salaires.

Utiliser autrement l'argent des prélèvements obligatoires

1) Pour un contrôle démocratique et une évaluation publique et sociale de la dépense publique: en lieu et place d'un rationnement systématique avec la RGPP et la prétendue

"règle d'or" des finances publiques". Celle-ci ne vise qu'à faire entrer dans notre Constitution des principes pour déssaisir automatiquement les élus de la Nation de tout pouvoir de décision budgétaire. C'est un dispositif pour contraindre les dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et de la protection sociale aux normes des pactes de stabilité et de l'euro plus, aux injonctions de la BCE et des marchés financiers.

2) Accroître l'efficacité sociale des entreprises: Il faut en finir avec les baisses de cotisations sociales patronales au nom de la compétitivité. Nous voulons, pour accroître l'efficacité sociale des entreprises, non pas baisser les "charges sociales", comme le préconisent la droite et le PS, mais **pérenniser un financement efficace de la protection sociale et baisser les charges financières des entreprises** (intérêts payés sur les crédits).

Pour cela, nous proposons de :

- **Réformer le calcul des cotisations sociales** pour accroître durablement leurs recettes: Leur taux serait modulé de façon à décourager la croissance financière, les politiques salariales regressives et à encourager la création d'emplois et de formations.

- **Alimenter un Fonds national de sécurisation de l'emploi et de la formation** avec les quelque 30 milliards d'euros d'argent public aujourd'hui utilisés à baisser les "charges sociales". Cet argent servirait à prendre en charge les intérêts payés aux banques par les entreprises pour l'investissement, en fonction de critères basés sur l'emploi, la formation les progrès écologiques.

- **Créer un pôle public bancaire et financier:** à partir de la Caisse des dépôts, des autres institutions financières publiques ou semi-publiques et de banques re-nationalisées. Ce pôle aura pour mission de développer, sous contrôle social, un nouveau crédit pour l'investissement des entreprises dont le taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé, jusqu'à devenir nul, voire négatif, que cet investissement programemeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés.

Taxer les transactions financières.

Il est indispensable de commencer à frapper très durement les spéculateurs et mettre à contribution les institutions financières pour commencer à alléger celles de dettes publiques qui sont « légitimes ».

La mise en place d'une taxe Tobin sur les transactions financières est plus nécessaire que jamais. En même temps, il faudrait mettre à contribution, par un prélèvement spécifique, les banques, les sociétés d'assurances, les OPCVM et tous les fonds spéculatifs, dans chaque pays et à l'échelle de l'Europe. Devraient être particulièrement pénalisés les opérateurs qui se sont assurés contre un risque de défaut grec (ou autre) dans un but essentiellement spéculatif. Il s'agirait, ce faisant, d'en finir avec les instruments financiers du type des « CDS » (Credit default swap). Les fonds publics ainsi collectés devront être affectés à une réduction de la dette publique grecque.

Propositions pour une autre utilisation de l'Euro, de la BCE et du crédit

Ni "euroobligations", ni sortie de l'euro...

Sortir de l'euro ferait redoubler les difficultés et la spéculation, exacerberait les rivalités entre Européens et, au total, consoliderait la domination mondiale du dollar, pourtant elle-même en crise très profonde. Surtout, cela reviendrait à se priver de **la force d'une création monétaire commune** à l'échelle européenne, donc des conditions de financement qui seraient très limitées par rapport à des pays-continent comme les États-Unis ou la Chine.

Les euro-obligations, dont la conception s'inscrit toujours dans le recours aux marchés financiers, présentent deux autres inconvénients. D'une part elles interdisent la possibilité de conduire des politiques différenciées selon les besoins propres de chaque pays. D'autre part, émises au nom de la zone euro, elles imposeraient, pour garder leur notation, aux pays les plus faibles de s'aligner sur les normes des pays qui dominent, Allemagne en tête, poussant ainsi vers une politique budgétaire unique.

Tout au contraire, l'enjeu est de commencer à rompre avec cette logique qui consiste à faire accumuler de nouvelles dettes, pour tenter de régler celles en cours, en empruntant toujours plus sur les marchés financiers.

Utiliser l'euro et la BCE autrement :

C'est possible avec une autre utilisation de l'euro, de la création monétaire de la BCE, du crédit bancaire, des fonds publics nationaux et européens.

Le PCF, le Front de gauche, et le Parti de la gauche européenne (PGE) proposent de construire un **Fonds social et solidaire pour le développement européen**.

Son principe: l'émission des titres nationaux de dette publique rachetés par la BCE à un taux d'intérêt nul pour alimenter ce nouveau Fonds. Celui-ci serait chargé de les répartir, démocratiquement, entre chaque pays, selon leurs besoins respectifs, dans le but, expressément, de développer leurs services publics et leur potentiel de croissance sociale nouvelle.

La dénonciation du pacte de stabilité, le rejet déterminé du pacte de l'euro +, marcheraient alors de paire avec le lancement d'un nouveau pacte pour une croissance sociale, écologique et solidaire européenne.

Redonner une pleine utilité à la création monétaire et au crédit

Pour y parvenir nous avançons un ensemble cohérent de propositions:

- **Réorienter la politique monétaire de la BCE** sous le contrôle des parlements européen et nationaux.
- **Redonner aux banques centrales la possibilité de financer directement les États**, soit par des avances monétaires directes, soit par la souscription d'obligations du Trésor à bas taux d'intérêt.
- **Différencier les taux d'intérêt** (des banques commerciales vers les ménages et les entreprises, et de la Banque Centrale vers les banques commerciales) selon l'utilité sociale effective de l'activité à financer ou refinancer.
- **Revenir sur le découplage banque de dépôts/banque d'investissement** et interdire certaines pratiques comme les opérations de "gré à gré".
- **Réinventer une maîtrise publique** et sociale du système bancaire et d'assurances
- **Revenir sur la libre circulation des capitaux** et instaurer une taxe sur les transactions financières
- **Réorienter le crédit vers l'économie réelle**, en privilégiant les activités socialement et écologiquement efficaces, pour permettre un nouveau type de développement pour générer des richesses indispensables pour retrouver des recettes publiques, des revenus populaires, et les moyens de répondre aux besoins sociaux, en premier lieu d'emplois.

Une telle réorientation de la création monétaire et du crédit à l'économie peut contribuer à maîtriser et résoudre le problème de la dette, sans les "cures d'austérité" qui saignent les peuples sans guérir l'économie. Il faut organiser un dégonflement de sphère financière.

Une affaire mondiale et pas seulement européenne :

Il faut en finir avec la dictature des agences de notation privées pour le compte des marchés financiers et la spéculation. Cela nécessite une profonde transformation du système monétaire international dans le cadre d'une nouvelle conférence mondiale qui serait au moins de la portée de celle de Bretton Woods de 1944.

L'Europe peut jouer un rôle majeur dans ce sens, de concert avec sa propre transformation:

- **En se tournant vers les besoins énormes de développement** du monde arabe en révolution et de l'Afrique sub-Sahara avec **un nouveau plan de type Marshall sans domination.**
- En se rapprochant des pays émergents pour faire reculer le rôle du dollar et **aller vers la création d'une monnaie commune mondiale de coopération**, à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, comme l'envisagent désormais explicitement la Chine, la Russie, la CNUCED... et d'**une refondation des institutions monétaires, financières et commerciales internationales.**